



**ATELIER**  
**« CÔTE D'IVOIRE 2040 » LE DÉFI DU MEILLEUR.**  
**PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA CÔTE D'IVOIRE-**  
**VISION PAR ET POUR LE SECTEUR PRIVÉ**

Yamoussoukro 26, 27 et 28 avril 2010

**Rapport des Travaux de l'Atelier d'étape de Yamoussoukro**

Version Finale Provisoire

## **I. Introduction**

Dans le cadre de son programme d'activités 2010, la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) a organisé, les 26, 27 et 28 avril 2010 son second atelier « **Côte d'Ivoire 2040** » **Plan stratégique de développement de la Côte d'Ivoire-vision par et pour le secteur privé.**

Cet atelier, qui a réuni des hauts cadres du secteur public et du secteur privé ainsi que des hauts cadres de la société civile et les experts des institutions spécialisées internationales (liste en annexe), a consisté à lancer les travaux techniques de la démarche prospective de « Côte d'Ivoire 2040 ».

Les travaux, lancés le lundi 26 avril par M. Bernard N'DOUMI, Vice-président de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), Président du Comité d'organisation et M. Lakoun OUATTARA, Directeur Général de la CGECI, ont été ouverts le mardi 27 avril par M. Moussa DOSSO, Ministre de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé, en présence de M. Jean Kacou DIAGOU, Président de la CGECI, de M. Nassa DAKOURI, Préfet de la région des Lacs et de M. N'Guessan KONAN, 6<sup>ème</sup> adjoint au maire de Yamoussoukro.

Ils ont été structurés autour de séances en plénières et de travaux en commissions (atelier et ``brainstorming``).

Le présent document, qui constitue le rapport de l'atelier, comprend :

- Les allocutions
- Les travaux en plénières
- Les résultats des travaux en commissions.

## **II. Les allocutions**

L'atelier a été marqué par trois séries d'allocutions :

- les mots de bienvenue et de présentation de l'atelier ;
- les allocutions de la cérémonie d'ouverture ;
- les allocutions de la cérémonie de clôture.

### ***A. Les mots de bienvenue et de présentation de l'atelier***

Le premier à intervenir, M. Bernard N'DOUMI, Vice-président de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), a souhaité la bienvenue aux participants au nom du patronat. Dans son adresse, il a fait remarquer que, cet atelier est le deuxième du genre après celui des 19 et 20 novembre 2008 tenu à Grand-Bassam et qu'il constitue la seconde étape de la démarche prospective « Côte d'Ivoire 2040 » qui lance le début des travaux techniques. Il a ensuite relevé que cet atelier intervenait à un moment où la Côte d'Ivoire est à la croisée des chemins et doit faire face à des défis nouveaux et urgents. Il a soutenu cette affirmation par la présentation de l'évolution de l'économie ivoirienne et des orientations politiques qui la sous-tendaient, puis il a donné l'objectif de l'atelier à savoir, « *définir les axes stratégiques du développement de la Côte d'Ivoire basé sur un modèle économique et des réformes favorisant le développement à court, moyen et long termes* ».

L'adresse de M. N'DOUMI a été suivie de celle de Monsieur Lakoun OUATTARA. M. OUATTARA a présenté les termes de référence et le programme de l'atelier. Intervenant après M. OUATTARA, le Président de la CGECI M. Jean Kacou DIAGOU, a expliqué le sens du titre de l'atelier, à savoir : Côte d'Ivoire 2040 « Le défi du meilleur ». Pour lui, ce thème est l'illustration de l'état d'esprit qui doit animer les acteurs économiques du pays. C'est une Côte d'Ivoire qui, en tant que Nation, sera à la recherche et à l'accomplissement permanent du meilleur. C'est une dynamique et une remise en cause perpétuelle qui doivent habiter l'Homme ivoirien nouveau, pour toujours viser et atteindre ce qui se fait de mieux, de meilleur. C'est enfin, pour chacun, être motivé à toujours se surpasser pour apporter une contribution toujours meilleure, à toujours œuvrer dans une émulation positive pour relever le défi de réaliser ce qui se fait de meilleur dans tous les domaines.

## ***B. Les allocutions de la cérémonie d'ouverture***

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le mardi 27 avril. Elle a débuté par les libations des chefs traditionnels de Yamoussoukro. Elle ponctuée par quatre allocutions.

M. N'Guessan KONAN, 6<sup>ème</sup> adjoint au maire de Yamoussoukro est intervenu le premier pour souhaiter la bienvenue aux organisateurs et participants à l'atelier au nom du maire de Yamoussoukro. Il a souligné combien l'honneur du maire était grand d'accueillir sur la terre natale de feu Félix HOUPHOUET-BOIGNY premier président de la République de Côte d'Ivoire, d'aussi illustres personnalités du monde économique.

Son adresse a été suivie par celle du représentant du Préfet de la région des lacs qui a également souhaité la bienvenue aux participants en soulignant l'honneur de du préfet de les accueillir et en exprimant sa disponibilité à leur égard.

L'artiste Mamadou BOMOU ou le « maître de la Parole » est intervenu pour fournir une prestation pleine d'émotions, qui a été fort appréciée par les participants.

Intervenant après la prestation de l'artiste M. DIAGOU, Président de la CGECI, partant de la différence fondamentale entre le destin de l'Homme (mortel) et celui d'une nation (éternelle), en a appelé à la prise de conscience des ivoiriens. Il a souligné son désir de voir la Côte d'Ivoire grandir, grandir et grandir sans jamais mourir puis a dit sa conviction que la Côte d'Ivoire, à l'instar des grandes nations, se relèvera de la situation critique dans laquelle elle se trouve aujourd'hui.

Clôturent la série des discours M. Moussa DOSSO, Ministre de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé, a d'abord souligné sa joie et son honneur d'avoir à parrainer tout engagement et initiative venant du secteur privé pour « bâtir, aux côtés de l'État, une nouvelle Côte d'Ivoire de prospérité économique et de paix sociale, gages d'une stabilité durable ». Le ministre, a ensuite rappelé sa conviction dans le partenariat secteur public- secteur privé concrétisée par la signature conjointe de son département et du secteur privé d'une matrice d'actions constituant les douze (12) points prioritaires de son mandat. Pour terminer son allocution, M. DOSSO a déclaré ouverts les travaux de l'atelier Côte d'Ivoire 2040 : « Le défi du meilleur »-Plan stratégique de développement de la Côte d'Ivoire- Vision par et pour le secteur privé ivoirien.

### **C. Les allocutions de la cérémonie de clôture**

La cérémonie de clôture a eu lieu le 28 avril 2010. Elle a commencé par la présentation et l'adoption en plénière des résultats, conclusions et recommandations des travaux en commissions (ateliers et brainstorming).

M. OUATTARA, Directeur Général de la CGECI, est ensuite intervenu pour présenter les conclusions de l'atelier et donner lecture de deux motions de remerciements, l'une adressée à M. Moussa DOSSO Ministre de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé, pour sa présence effective à la cérémonie d'ouverture et l'autre adressée aux autorités locales politiques, administratives et coutumières pour leur accueil. Ses remerciements ont aussi été adressés aux forces de défense et de sécurité pour leur présence permanente sur les lieux des travaux.

M. OUATTARA a conclu son intervention par une adresse particulière à l'ensemble des participants pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'atelier et leur contribution à l'enrichissement des débats.

La cérémonie de clôture a été également l'occasion pour le secteur privé de lancer un appel à l'ensemble des opérateurs économiques, à la société civile, aux acteurs du secteur public et au gouvernement, les invitant à s'approprier les résultats, recommandations et conclusions de cet atelier, non seulement pour sortir la Côte d'Ivoire de l'état de décadence où elle est, mais également pour construire la Côte d'Ivoire rêvée par les participants à cet atelier. Cet appel dit : « Appel de Yamoussoukro du secteur privé à la nation ivoirienne », a été lu par M. Ousseine DIALLO, Directeur des Projets et Développement à la CGECI.

A la suite de cet appel, M. DIAGOU Président de la CGECI, Monsieur a d'abord souligné l'importance des résultats et conclusions de l'atelier pour l'avenir de la Côte d'Ivoire. Il a ensuite remercié les différentes autorités ainsi que les participants. Il a terminé son adresse en demandant la mobilisation des participants pour la poursuite des travaux dans les semaines à venir.

M. N'Goh BAKAYO, Directeur de Cabinet Adjoint du ministre de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé, a pris la parole pour clore l'atelier. Au nom de son ministre, il a salué le travail accompli par les participants et promis de transmettre les résultats et conclusions au gouvernement. Il a ensuite prononcé la clôture de l'atelier.

### **III. Les plénières**

Elles ont porté sur la présentation :

- des synthèses des diagnostics de la situation socio-économique de la Côte d'Ivoire,
- des tendances lourdes de l'économie mondiale et des expériences de développement dans le monde.

#### **A. Les synthèses des diagnostics**

Les synthèses de cinq travaux de diagnostics ont fait l'objet des présentations. Ces travaux, conduits par deux groupes d'experts (les experts du cabinet Onpoint et des experts universitaires) ont couvert l'ensemble des dimensions de l'économie et de la société ivoiriennes.

Les présentations ont fait l'objet d'échanges qui ont permis de préciser certains aspects des thèmes abordés et au-delà.

# 1. Les présentations des experts du Cabinet Onpoint

## a) Les présentations des synthèses des diagnostics

Les présentations faites par les experts du cabinet Onpoint ont porté sur :

- le diagnostic macroéconomique (ou global),
- le diagnostic du secteur primaire,
- le diagnostic du secteur secondaire et
- le diagnostic du secteur tertiaire.

### *(1) Diagnostic macroéconomique ou global*

M. Amadou SANANKOUA, directeur du cabinet Onpoint, a passé en revue le cadre macroéconomique global de l'économie ivoirienne en partant de l'évolution du PIB à la position compétitive globale de la Côte d'Ivoire au niveau mondial et africain. Il a également présenté, notamment et successivement, l'état de l'économie ivoirienne en ce qui concerne :

- le revenu par tête et le pouvoir d'achat de la population (PIB par tête en terme réel) ;
- la création d'emploi ;
- le niveau et les performances de l'éducation nationale ;
- le niveau d'indicateurs de développement humain tels que le taux de natalité, le taux de mortalité, l'accès aux technologies de l'information, l'accès à la santé, etc.....

De cette présentation, il ressort notamment que :

- la Côte d'Ivoire apparaît comme un pays dont l'histoire économique est à la fois remarquable mais tortueuse et erratique la Côte d'Ivoire a connu une histoire économique et sociopolitique mouvementée où elle a alterné des cycles de « Boom et de Bust » ;
- la Côte d'Ivoire est un pays à la traîne en terme de compétitivité au niveau mondial et au niveau Africain ; cependant, elle dispose encore d'une petite avance compétitive sur les pays de l'Afrique de l'Ouest ;
- la Côte d'Ivoire apparaît comme un pays dont le modèle de développement a atteint ses limites depuis longtemps.

### *(2) Diagnostic du secteur primaire*

Il a porté sur l'agriculture d'exportation et l'agriculture vivrière.

La synthèse sur l'agriculture d'exportation s'est faite à travers les profils de croissance de ses composantes, leur productivité et le potentiel de leur marché à l'échelle mondiale.

La synthèse de l'agriculture vivrière s'est faite, quant à elle, à travers la capacité de ses éléments constitutifs à satisfaire les besoins des ivoiriens.

De ces diagnostics, il ressort notamment que l'agriculture ivoirienne se caractérise par:

- un secteur diversifié, historiquement une réussite institutionnelle ;

- une agriculture industrielle, historiquement très performante, mais qui enregistre de fortes pertes de compétitivité aujourd'hui ;
- une agriculture vivrière sous développée incapable de satisfaire les besoins nationaux et nécessitant l'importation d'importantes quantités d'aliments (70% par fois des besoins nationaux).

Précisément, en ce qui concerne :

- *les cultures d'exportation*, dans l'ensemble et en termes de performance, il ressort que le cacao, le café, le bois, la noix de cajou, les fruits, le thon et le coton sont en perte de vitesse tandis que l'hévéa, l'huile de palme et la cola présentent de bonnes perspectives.

Le cacao et le café représentent 60% de la superficie cultivée en Côte d'Ivoire et 30% des exportations ; la Côte d'Ivoire est premier producteur mondiale de cacao (35% de part de marché) et 11<sup>ème</sup> producteur de café dans le monde. Malgré cela, le cadre institutionnel de la filière café/cacao est complètement déstructuré et la crise que traverse le pays n'a fait que l'empirer.

La Côte d'Ivoire est 8<sup>ème</sup> producteur mondial de caoutchouc naturel avec 2% de part de marché ; alors que les perspectives mondiales sont bonnes et que sa position compétitive est appréciable, la production ivoirienne n'a pas suivi l'évolution mondiale en terme de quantité.

La Côte d'Ivoire est un acteur mineur au plan mondial dans la production d'huile de palme et pas compétitive. Cependant, il existe pour la Côte d'Ivoire d'importantes opportunités pour le développement de la production d'huile de palme eu égard à la forte demande régionale non couverte (UEMOA 500 millions de tonnes et CEDEAO 1,5 millions de tonnes à l'horizon 2020).

Le secteur du bois est sinistré et présente un avenir incertain tant la forêt a diminué (de 16 millions d'hectares au début du 20<sup>ème</sup> siècle, il ne reste aujourd'hui que 2,5 millions d'hectares) avec une mauvaise conjoncture mondiale.

La filière fruitière bien que ne représentant que 3 à 4 % du PIB et 35 000 emplois et générant 150 milliards de chiffre d'affaires jusqu'en 2002, souffre d'importants écarts de compétitivité.

Enfin, la filière cotonnière qui s'est développée en mode extensive, ne place la Côte d'Ivoire aujourd'hui qu'au 7<sup>ème</sup> rang des producteurs africains ; de plus, elle fait face à la menace que représente la fibre synthétique (50% du marché initial du coton).

***En conclusion il y a un besoin de repositionnement de l'ensemble des filières des cultures d'exportation face à des enjeux variables.***

- *Les cultures vivrières*, ne permettent pas à la Côte d'Ivoire d'être autosuffisante. Les productions ivoiriennes ne couvrent que des parts réduites des besoins alimentaires nationaux : 36% pour le riz pour une production de 800 000 t, 77% pour la banane plantain pour une production de 1 510 778

tonnes, moins de 10% pour la tomate pour une production de 27 959 tonnes, moins de 10% pour l'oignon avec une production de 6 000 tonnes et 50 % pour le maïs pour une production de 531 940 tonnes, 25% pour la pêche avec une production de 60 000 tonnes, 30% pour le piment avec une production de 100 tonnes. En outre, il est à noter que les problèmes dont font face les cultures vivrières, les productions halieutiques et les productions animales sont systémiques.

Pour la filière riz, la Côte d'Ivoire est 7<sup>ème</sup> producteur mondial ; cependant, il y a un écart déficitaire croissant entre sa production et la demande locales du fait de sa faible productivité et d'une baisse régulière de la production depuis 5 ans. Par ailleurs, il est à noter qu'à terme, la production des gros exportateurs comme la Thaïlande et le Vietnam sera juste suffisante pour leurs propres consommations, ce qui entrainera le manque de cette denrée sur le marché international ; d'où l'importance des enjeux pour ce produit.

La pêche est un secteur sinistré bien que les conserveries thonières ivoiriennes soient parmi les plus grosses d'Afrique. Cette situation s'explique principalement par la concurrence asiatique et les contre-coûts de la crise sociopolitique.

Concernant l'élevage, malgré la mauvaise situation de la production bovine, la production avicole œufs et poulets est en forte croissance.

***En conclusion, les solutions aux problèmes des vivriers et de l'élevage en Côte d'Ivoire sont systémiques et des restructurations stratégiques sont nécessaires.***

- *Les cultures d'avenir ou les nouvelles cultures* présentent, dans l'ensemble, des opportunités de développement et de croissance qui peuvent être saisies par la mise en place d'une politique de transformation industrielle.

Concernant la noix de cajou, alors que la Côte d'Ivoire est le plus grand producteur d'anacarde en Afrique et 4<sup>ème</sup> producteur mondial, elle n'en transforme aucune ou très peu. En outre, bien que les augmentations des productions aient été spectaculaires, les rendements et la compétitivité ivoiriens restent médiocres.

Pour la cola, bien que leader mondial dans la production, la Côte d'Ivoire exporte 80% de sa production dans la sous-région et n'en transforme aucune quantité. , malgré la conjoncture favorable (production et prix augmentent) et malgré les débouchés potentiels mondiaux (le marché des boissons énergisantes est passé de 400 million de dollars US à 4 milliards de dollars US soient environ 1940 milliards de FCFA).

***En conclusion, les solutions aux problèmes de développement des nouvelles cultures résident dans la mise en place de cadres institutionnels adéquats et d'une politique de transformation basées sur une politique de recherche technologique et scientifique performante.***

### (3) *Diagnostic du secteur secondaire*

L'expert du Cabinet Onpoint a présenté ce secteur à travers le profil de croissance de ses composantes, leurs chiffres d'affaires, leur compétitivité et la qualité de leur positionnement international.

Il ressort de cette présentation cinq principaux faits marquants :

1. l'industrie ivoirienne est l'une des plus diversifiées de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
2. l'industrie ivoirienne est très concentrée et peu compétitive par sous-secteur ;
3. l'industrie ivoirienne est fortement impactée par la crise sociopolitique que traverse le pays ;
4. l'industrie ivoirienne traîne des problèmes structurels majeurs (coûts des facteurs élevés, qualité de l'électricité, endettement intérieur excessif, arriérés de paiements de crédits de TVA importants, fraude, non effectivité de l'accès à certains marchés clés de la zone CEDEAO) ;
5. l'industrie ivoirienne nécessite un investissement massif pour une relance forte.

Particulièrement, concernant :

- *les produits pétroliers*, la Côte d'Ivoire est 73<sup>ème</sup> producteur mondial de pétrole brut avec une production estimée entre 40000 et 50000 barils par jour. Malgré une forte croissance entre 2002 et 2005, cette production reste en deçà des potentiels du pays en tenant compte des découvertes au large du Ghana et de la Sierra Leone.

Pour le gaz naturel, la Côte d'Ivoire est 55<sup>ème</sup> producteur mondial avec une production totale estimée à 120 millions de pieds cube intégralement destinée au marché domestique pour couvrir une partie des besoins estimée à 130 000 tonnes par an.

La Côte d'Ivoire est, par ailleurs, gros exportateur de produits raffinés pour une capacité de l'ordre de 4 millions de tonnes par an. Cependant, la marge de raffinage, structurellement basse en Côte d'Ivoire, est en baisse. Il faut signaler que la raffinerie, qui constitue un actif stratégique pour la Côte d'Ivoire, est en difficulté avec un manque à gagner en 2008 de l'ordre de 70 milliards correspondant globalement à son fonds de roulement. Les enjeux mondiaux du secteur des produits pétroliers sont liés à la forte croissance de la demande mondiale, face à des réserves limitées et qui s'épuisent.

- *Le secteur de l'énergie*, dispose d'un avantage comparatif dans la production d'électricité, lié à son potentiel hydroélectrique (10 000 GWh), à ses ressources gazières et à sa position centrale dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ; cependant, l'industrie fait face à de nombreux freins structurels, notamment le manque en capacité de production sur les 10 dernières années qui entraîne délestage et fluctuation de tension, et un déficit financier évalué à 57 milliards en 2008. Ainsi, ce secteur stratégique et

important vecteur de croissance présente aujourd'hui un besoin de financement estimé à 1 000 milliards de FCFA selon la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE). Une probable refonte du schéma directeur de l'électricité à moyen et long termes s'avère nécessaire. Si le prix de l'électricité semble compétitif dans la région, il est largement supérieur à ceux des pays émergents comme la Malaisie, la Thaïlande et la Tunisie. Toutefois, la production et la distribution d'électricité restent des activités rentables. Dans ses enjeux, il est à noter que la hausse du prix du pétrole rend l'énergie solaire plus compétitive.

- *Les mines*, avec des ressources totales estimées à 800 milliards de dollars soit environ 388 000 milliards de FCFA, la Côte d'Ivoire est classée 24<sup>ème</sup> pays africain dans l'exploitation de ses ressources.
- *Les Bâtiments et Travaux Publics*, sont globalement dynamiques (chiffre d'affaires compris entre 180 et 300 milliards de FCFA) et présentent de bonnes perspectives (absence de problèmes de compétitivité et premier bénéficiaire de la relance économique) ; ils nécessitent cependant une large répartition des dividendes dans l'optique de la reprise (meilleur accès aux financements pour les PME du secteur, transparence dans l'accès des marchés publics pour les PME, promotion et orchestration de l'émergence de groupes locaux dans les gros travaux d'infrastructures).
- *Les industries*, nécessitent d'être modernisées, diversifiées ; de plus, des choix stratégiques sont à opérer. Les enjeux de ce secteur sont nombreux.

La filière palmier à huile est historiquement peu compétitive mais est en restructuration.

L'industrie thonière en crise, rencontre des problèmes structurels importants (difficulté de trésorerie, difficulté d'accès au marché du Nigeria, non uniformité et équité dans l'application des textes normatifs dans la zone CEDEAO, importante pêche frauduleuse) et présente un avenir incertain qui dépend de l'engagement de l'État.

L'industrie textile est en perte de vitesse, elle traverse une conjoncture difficile (il ne reste qu'Uniwax comme seul acteur de taille). Elle est confrontée à des problèmes structurels importants et n'est pas compétitive. L'industrie du ciment présente une bonne perspective de croissance avec la relance. Compétitive pour la demande locale, elle l'est peu sur le marché régional et international.

***En conséquence, le secteur secondaire nécessite des réformes structurelles et stratégiques, pour une relance de l'économie et des perspectives de développement meilleures.***

#### ***(4) Diagnostic du secteur des services***

La synthèse du diagnostic du secteur tertiaire a été présentée à travers le profil de croissance annuelle de ses différents sous-secteurs et les tendances de leurs chiffres d'affaires. Il en ressort :

1. le secteur tertiaire ivoirien est très diversifié

2. le secteur tertiaire ivoirien est un élément important de l'économie ivoirienne (environ 50% du PIB) ;
3. le secteur tertiaire ivoirien a été le secteur le plus dynamique, à l'exception du secteur du tourisme ;
4. le secteur tertiaire ivoirien est le secteur dont les fondamentaux ont été les moins affectés par la crise sociopolitique que traverse le pays.
  - *Le secteur bancaire ivoirien* est très concurrentiel et en pleine mutation ; il est marqué par un marché tiré par les banques locales et régionales. Toutefois, le secteur fait face à des problèmes structurels importants notamment un faible taux de bancarisation (7 à 10 %), la quasi absence de crédits à long terme (6% du total des crédits en 2008), un faible niveau de financement de l'économie (environ 20% du PIB contre 66% du PIB en Tunisie et plus de 80% en Afrique du Sud), un marché fortement fragmenté, un faible niveau de capitalisation comparé aux banques marocaines et nigérianes, un faible taux de financement des PME et des crédits de campagne en baisse. En outre, la taille du secteur bancaire reste faible en terme relatif et pour une compétition internationale
  - *Le secteur des assurances*, composé de 33 établissements pour un chiffre d'affaires de 167 milliards de F CFA et de 376 milliards de ressources financières, il est en croissance depuis 2000 au taux moyen de 5,3% avec une pique de 8% entre 2004 et 2008 due à la croissance du marché vie. Secteur dynamique, au potentiel de développement important (taux de pénétration 1,6% du PIB contre 4% à l'Île Maurice et 3% au Maroc), il est cependant confronté à des problèmes de niveau minimal de capitalisation, de modèle d'allocation du capital et de la réforme des pensions.
  - *Le secteur des télécommunications*, s'est fortement développé ces 10 dernières années avec 10 millions d'abonnés au téléphone mobile, 356 000 lignes fixes et 40 000 connections internet. Cependant, comparée à l'Afrique du Nord et du Sud, la télé densité liée à internet et au téléphone fixe est très faible avec une moyenne de 3 utilisateurs pour 100 habitants. En outre, concernant le sous-secteur de la téléphonie mobile, s'il a été le plus mobile, il est aujourd'hui en perte de vitesse. En effet, le niveau de rentabilité marginale du secteur est en baisse, due en partie, à l'intensification de la concurrence. Enfin, concernant le sous-secteur des téléphones fixes, malgré une importante restructuration entre 1999 et 2008, il a été déficitaire sur trois exercices entre 2002 et 2007 avec un chiffre d'affaires en baisse de 31% et une réduction de 7% des emplois.
  - *Le secteur de l'informatique*, est très dynamique avec un chiffre d'affaires de 50 milliards de FCFA dans la distribution et le service. Secteur en forte progression malgré la crise et en pleine mutation avec une spécialisation grandissante des fournisseurs, il est confronté au problème de la transformation informelle croissante de ses gros marchés.
  - *Le secteur des transports, notamment maritime et ferroviaire*, a connu une forte baisse des échanges entre 1999 et 2003 de l'ordre 25% pour les importations et de 20% pour les exportations. Le transport ferroviaire a subi une perte de 80% de son chiffre d'affaires sur la période 2002-2003. Bien que

le secteur des transports ait renoué avec la croissance entre 2004 et 2005, les coûts et délais de traitement portuaire sont sources de non compétitivité.

- *Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie*, historiquement peu développé (de 300 000 en 1998, il est à moins de 100 000 aujourd'hui), il est en forte récession. En effet, sur la période 2002-2006, il a été globalement déficitaire, combiné avec une baisse de 50% du chiffre d'affaires ; il présente des infrastructures en forte dégradation et une qualité des services en baisse. Il est par ailleurs confronté à des problèmes structurels importants qui freinent son développement, notamment le niveau d'urbanisation des villes, les problèmes environnementaux, la qualité des infrastructures, etc.

***En conclusion, bien que le secteur des services ait réussi à bien amortir les chocs liés à la crise socio-politique que traverse le pays, il y a nécessité de mener des réformes structurelles et stratégiques, pour une relance de l'économie et la création de perspectives de développement meilleures.***

### **b) Les échanges**

Lors des échanges qui ont eu lieu à l'issue des présentations, les questions ont porté sur la prise en compte de l'important apport de la recherche scientifique dans les années dites du « miracle ivoirien », de l'environnement international (intégration régionale, mondialisation, règles et accords de l'OMC), du secteur informel et du commerce intérieur. Les participants ont également demandé plus d'insistance sur les facteurs explicatifs des écarts de performance entre la Côte d'Ivoire et les principaux pays similaires notamment la Malaisie, la Tunisie, le Maroc, l'Île Maurice et la Thaïlande.

## **2. Les présentations des experts universitaires**

Les présentations des experts universitaires ivoiriens ont abordé quatre thématiques principales :

- la rétrospective sociopolitique,
- la rétrospective démographique,
- la rétrospective de l'éducation,
- la rétrospective économique.

Ces présentations ont été suivies d'échanges entre les experts et les participants.

### **a) Les présentations**

#### ***(1) La rétrospective sociopolitique***

Présentée par le Dr Basile Aka KOBAY, la synthèse de la rétrospective sociopolitique découpe l'histoire de la Côte d'Ivoire en trois périodes caractéristiques :

- la période 1960-1990,
- la période 1990-1999
- la période qui court depuis 1999.

La période 1960-1990 a été caractérisée par une réelle stabilité politique et un dynamisme économique dans le cadre d'un système de gouvernance autoritaire. Toutefois, cette période comporte deux phases majeures. La première phase, 1960-1980, est qualifiée de « phase de synchronisation » et caractérisée par une coordination à peu près harmonieuse entre sphère

politique et sphère économique. La seconde phase, 1980-1990, dite « phase de désynchronisation » est caractérisée par le retournement de la bonne conjoncture économique impliquant des ruptures dans les mécanismes d'interdépendance entre le système politique et le système économique.

La période 1990-1999 est caractérisée par une crise politique et économique dans un système de gouvernance mi-autoritaire mi-démocratique. Cette période est marquée par la dérégulation du système politique (provoquée par une conjonction de facteurs internes et externes), une recomposition des forces politiques (partis politiques, syndicats, mouvements associatifs) et une dynamique de régression du pays.

La période courant depuis 1994 est caractérisée par une crise systémique aux dimensions et variables multiples (crise de légitimité, crise de participation, crise d'identité ou de citoyenneté, crise de pénétration) et aux conséquences économiques et sociales multiples.

***Il découle de cette présentation, deux constats majeurs :***

- ***l'existence d'un paradoxe entre la dynamique de l'environnement sociopolitique, le développement économique et le bien-être des populations ;***
- ***la nécessité de poser la question de la relation entre la nature du régime politique d'un pays et son développement économique.***

## ***(2) La rétrospective démographique***

La synthèse de la rétrospective démographique a été présentée par Dr Koffi Paul ASSANDE et Dr Rosine Addy MOSSO. Après avoir justifié les sources des données statistiques sur lesquelles se basent les analyses, les présentateurs ont abordé la question de la population ivoirienne à travers quatre de ses dimensions, à savoir son organisation politique, son état, ses conséquences socioéconomiques et ses perspectives à travers la possibilité ou non pour la Côte d'Ivoire de tirer profit du dividende ou « bonus démographique ».

Pour ce qui est de la politique démographique de la Côte d'Ivoire, elle est marquée par deux grandes périodes : la période 1960-1991 et la période après 1991 à nos jours. Sur la période 1960-1991, la politique démographique de la Côte d'Ivoire a été pro-nataliste caractérisée par un laisser-faire en matière de fécondité et d'immigration, favorisée et nécessitée par l'embellie économique. Depuis 1991, la politique démographique ivoirienne est marquée par la régulation sous la pression des institutions internationales et des conséquences de la crise économique. Cette nouvelle orientation de la politique démographique en Côte d'Ivoire est consignée dans la Déclaration de Politique de Développement des Ressources Humaines (1991), la Déclaration de Politique Nationale de Population (1997) et le Premier Programme National d'Actions en matière de population (2002).

En ce qui concerne l'état de la démographie ivoirienne et sa dynamique, les présentateurs ont passé en revue les principales caractéristiques des populations ivoiriennes (répartitions, compositions, profils, etc.).

Il ressort que cette population a un fort taux de croissance, elle est jeune, présente une mortalité infantile élevée, présente une espérance de vie courte et est très diversifiée. De la forte croissance démographique résultent de fortes pressions sur les structures socio-économiques de la Côte d'Ivoire.

***En conséquence, les enjeux démographiques majeurs de la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui sont le développement de capacités économiques, sociales et humaines aptes à assurer un encadrement adéquat et un cadre de vie meilleure à sa population.***

### **(3) La rétrospective de l'éducation**

Cette rétrospective a été présentée par le Pr Antoine Asseypo HAUHOUOT. La présentation aborde l'éducation dans un premier temps par rapport à son importance dans le développement économique d'un pays et au travers des expériences des pays développés. Elle a fait ensuite un état de la situation de l'éducation qui apparaît clairement désastreux voire contreproductif, ce qui pose la question de l'origine de ce mal.

La présentation conclut à un dysfonctionnement structurel et à une défaillance du fonctionnement du système éducatif, causés par le démantèlement des mécanismes de régulation dans le secteur.

***En somme, le système éducatif ivoirien est dans une situation désastreuse à cause des dysfonctionnements structurels cumulés et accumulés au fil des ans créés par le démantèlement progressif des mécanismes de sélection élitiste.***

### **(4) La rétrospective économique**

Cette rétrospective, présentée par le Pr Jacques PEGATIENAN HEY, pose la question de la pertinence, pour la Côte d'Ivoire, de devenir un pays émergent. Pour répondre à cette interrogation, la présentation se pose et répond à cinq questions :

- Que renferme la notion d'économie émergente ?
- Est-il possible pour la Côte d'Ivoire de devenir pays émergent ?
- La Côte d'Ivoire dispose-t-elle des ressources nécessaires pour atteindre un tel objectif ?
- Comment la Côte d'Ivoire devrait s'y prendre pour réaliser un tel objectif ?
- Quels sont les enjeux et les défis économiques qui se posent alors à la Côte d'Ivoire ?

Il ressort de cette présentation que la Côte d'Ivoire dispose de nombreux atouts pour un nouveau départ malgré toutes les difficultés et contraintes qu'elle connaît aujourd'hui. En particulier, l'économie ivoirienne présente globalement une productivité décroissante due à une productivité agricole décroissante depuis 1978, une productivité industrielle croissante mais obtenue par réduction drastique des effectifs, une productivité stagnante dans le secteur tertiaire, des interconnexions sectorielles non maîtrisées, des énergies créatrices dispersées mais couplés à des coûts de main-d'œuvre compétitifs et des ressources naturelles abondantes.

## **b) Les échanges**

Les échanges qui ont suivi ces présentations ont principalement porté sur :

- la nécessité de prendre en compte les questions foncières,
- la place et le rôle de la monnaie,
- la pertinence de certaines conclusions notamment en démographie,
- les mécanismes pour faire converger les intérêts du secteur privé et ceux du secteur public,
- le contrôle de l'impact des jeux et choix politiques sur le développement économique,
- les liens entre la sphère politique et la sphère économique,

- la nature du régime politique le plus apte à permettre le développement économique et social des pays africains.

## ***B. Les tendances lourdes de l'économie mondiale et les expériences de développement dans le monde***

Ces sessions ont été structurées autour des enseignements de M. Fareed JAUNBOCUS, Expert économiste mauricien, de M. Amadou SANANKOUA expert consultant, de M. Sam BOUNYA expert consultant et de M. Daniel MANGUELLE expert consultant. Ces enseignements ont été regroupés en deux séquences : la présentation des tendances lourdes de l'économie mondiale d'une part, les expériences de développement des pays qui constituent aujourd'hui des références dans le monde d'autre part.

### **1. Les tendances lourdes de l'économie mondiale et leur conséquences sur les stratégies de développement**

Les présentations avaient pour objectif d'introduire à la démarche prospective, de présenter les tendances lourdes dans l'évolution de l'économie mondiale et ses conséquences sur le choix des stratégies de développement.

#### **a) La présentation de M. JAUNBOCUS (Mondialisation et démarche stratégique)**

Cette présentation avait pour objectif de justifier l'intérêt et la démarche de l'approche prospective dans le cadre de Côte d'Ivoire 2040 en la plaçant dans la perspective de la mondialisation. Elle a été structurée autour de six axes qui peuvent être regroupés en trois points :

1. l'importance de la mondialisation dans l'environnement stratégique d'un pays aujourd'hui
2. les implications de la mondialisation sur les entreprises, les hommes et leurs activités ;
3. les stratégies pour tirer profit de la mondialisation et leur adaptation dans le cadre Côte d'Ivoire 2040 « le défi du meilleur ».

Concernant l'importance de la mondialisation, le consultant a présenté les contours et défis que pose la mondialisation à toutes les économies du monde à travers quelques une de ses caractéristiques fortes. Selon lui, la mondialisation :

- **Rend le futur difficile à prévoir (exemple de la crise financière).** Cela entraîne un changement d'une position de sécurité à une position d'insécurité car elle induit des changements multiples.
- **Sépare la géographie de la production de la géographie de la consommation.** Ex : la chine est l'usine du monde tandis que McDonald en est le Pack Office.
- **Impose un monde sans frontière** qui crée une expansion exponentielle de la compétition, mais l'information est démocratisée et impose que chaque activité économique soit conçue à l'échelle du monde pour être compétitive.

- **Fait de la connaissance le principal facteur de toute production économique, mais le savoir est vite dépassé.** Cela induit une forte mobilité ascendante. Elle induit également la mutation du mode de travail
- **Elargit le fossé entre l'ancien et le nouveau monde ;** ce qui induit de nouvelles réalités dans les interactions. Par exemple, la Chine va envoyer un homme sur la lune en 2020 ; le fleuron de la technologie en France est le TGV et la Chine va en construire en 2010 ; les entreprises chinoises mettent aujourd'hui 15 ans pour être multinationales alors qu'il a fallu 100 ans aux entreprises occidentales.

Concernant les implications de la mondialisation sur les hommes et les entreprises ainsi que sur leurs activités, M. JAUNBOCUS les a regroupées en trois éléments essentiels :

- La vitesse ;
- La flexibilité ;
- L'innovation.

Pour ce qui est des stratégies pour tirer profit de la mondialisation, le consultant propose sept principes fondamentaux :

1. L'adaptabilité continue ;
2. L'ouverture d'esprit ;
3. La passion ;
4. La créativité ;
5. L'agilité
6. La rupture avec les habitudes anciennes
7. S'inscrire dans la globalité et le local tant en pensée qu'en action.

Pour le cas spécifique de Côte d'Ivoire 2040 « le Défi du meilleur », il a insisté sur la nécessité d'inventer un modèle de développement propre à la Côte d'Ivoire qui ne soit la copie de celui des stratégies d'aucun autre pays.

### **b) La présentation de M. SANANKOUA**

L'intervention de M. SANANKOUA est venue compléter celle de M. JAUNBOCUS avec des grandeurs chiffrées. Cette intervention s'est articulée autour de la complexité des défis (en termes de contraintes et d'opportunités) que représentent les tendances de l'évolution de l'économie mondiale. Dans cette optique, M. SANANKOUA a présenté les niveaux de différents indicateurs économiques, notamment le taux de croissance dans le monde (en Europe, en Asie et en Afrique) l'évolution des prix des produits agricoles, la rentabilité des fonds de pension, les incertitudes sur l'évolution du dollar, les réserves chinoises en bons du trésor américain, les fluctuations des prix de l'énergie et le taux d'investissement.

En somme, cette présentation a permis à M. SANANKOUA d'insister sur l'aspect contrainte et opportunité que représente toute tendance de l'évolution de l'économie mondiale pour l'économie ivoirienne et sur la complexité de l'impact de ces tendances.

## **2. Les modèles de développement**

Cette session a porté sur la présentation de trois expériences de développement (Chili, Tunisie, Île Maurice) et de l'importance de la culture dans le développement économique de l'Afrique.

### **a) L'expérience chilienne**

Le modèle de développement du Chili a été présenté par M. Sam BOUNYA, expert du cabinet Onpoint. Cette présentation a surtout insisté sur la similitude qui existe entre la situation chaotique et difficile que traverse la Côte d'Ivoire depuis quelques années et celle du Chili avant l'arrivée au pouvoir du Général Pinochet. De cette présentation, il ressort que la volonté politique, appuyée par la création de fondamentaux économiques sains, est nécessaire à tout développement économique.

### **b) L'expérience tunisienne**

L'expérience tunisienne, en tant que modèle de développement économique, a été présentée par M. MEZGHANI, expert-consultant tunisien. Dans son intervention, l'expert tunisien, après avoir passé en revue les différentes phases de l'évolution de l'économie tunisienne, a mis l'accent sur le dispositif de sa mise à niveau entamée depuis 1995. La mise à niveau de l'économie tunisienne a réservé une place importante à la mise à niveau des entreprises, aux transferts de technologie, au développement régional et au développement de l'innovation technologique. Il ressort de cette présentation que la réussite de toute stratégie de développement prospective nécessite une volonté politique sans faille, notamment l'implication et l'engagement total de la plus haute autorité politique du pays.

### **c) L'expérience mauricienne**

L'expérience de développement de l'Île Maurice a été présentée par M. JAUNBOCUS. Cette présentation a montré que l'île Maurice, petit pays africain sans ressources naturelles, entouré d'eau et sans compétence initiale a pu atteindre aujourd'hui, un niveau de développement et de performances économiques cités en exemple. Pour cela, elle a misé sur le développement de ses ressources humaines. En particulier, les stratégies de développement et les performances de l'économie mauricienne sont basées sur le développement de l'éducation, de la formation et du système de santé dans un processus qui est passé par la diversification agricole, le développement du tourisme, le développement des services, le développement d'offshores financiers et le développement de systèmes de résidence.

### **d) La présentation de M. MANGUELLE ou le rôle de la culture dans le développement africain**

Cette présentation, qui s'est placée dans le cadre du thème : « qualité des Hommes : quel ivoirien pour le développement », a commencé par deux citations fortes, retenues des plénières de la veille à savoir : (1) « c'est un capital humain extérieur qui a permis d'arrimer la Côte d'Ivoire aux marchés extérieurs » du Pr Assa KOPY et « c'est l'homme et l'organisation qui font le succès de l'Asie » du Pr Asseypo HAUHOUOT. M. MANGUELLE a trouvé dans ces deux citations, la confirmation de son assertion selon laquelle l'homme est au centre du développement car ses croyances, son comportement, ses attitudes et ses pratiques sont les déterminants pour l'obtention d'un certain niveau de performance. Il a ensuite montré qu'en la matière, l'expérience africaine est désastreuse du fait d'une mauvaise gestion du temps, d'une soumission totale à l'ordre divin, d'une convivialité excessive, du refus de tout conflit ouvert et de la primauté de la communauté sur l'individu.

## **IV. Les travaux en commission**

1. Deux séances de travaux en commissions ont eu lieu : les ateliers et les Brainstormings.

### **A. Les ateliers**

Les premiers travaux en commissions ont été organisés autour de quatre ateliers :

- ⇒ Atelier sur le secteur Agricole ;
- ⇒ Atelier sur les Mines et Industrie
- ⇒ Atelier sur les Services
- ⇒ Atelier sur les Questions transversales.

La démarche générale des travaux en ateliers, a d'abord consisté en la présentation en introduction dans chaque atelier et pour chaque sous-thème, d'un diagnostic détaillé faite par un expert du cabinet de consultance Onpoint. La présentation a ensuite été complétée, lorsqu'il le fallait, par des présentations d'experts-animateurs locaux es-qualité.

Enfin, les diagnostics ont fait l'objet d'échanges entre les membres de chaque atelier.

Les travaux en atelier ont permis, en particulier :

- de prendre connaissance de l'état de chaque secteur/produits et des recommandations du Cabinet de consultance Onpoint ainsi que des apports des experts-animateurs,
- d'examiner les diagnostics proposés, de les améliorer et de les adopter,
- de ressortir les problèmes structurels rencontrés dans chaque secteur et de proposer des solutions,
- de proposer la place que chaque produit doit occuper dans le programme de développement de la Côte d'Ivoire
- de tracer les options de développement de chaque secteur.

Les principaux résultats et principales conclusions des travaux en atelier sont consignés dans les conclusions de cet atelier.

### **B. Les Brainstorming**

De même que les travaux en atelier, les travaux au niveau des Brainstormings ont été organisés autour de quatre groupes :

- ⇒ Brainstorming Agricole ;
- ⇒ Brainstorming Mines et Industrie ;
- ⇒ Brainstorming Services
- ⇒ Brainstorming Questions transversales.

Les brainstormings ont, permis aux participants :

- de proposer les ambitions, visions (que voulons nous ?) et vecteurs de croissance (sur quoi on compte ?) ;

- de choisir les portefeuilles de secteurs et produits qui découlent des ambitions et vecteurs de développement proposées ;
- de proposer des pistes pour la réalisation (qui le fait public/privé et comment ?) de ces ambitions ;
- d'identifier les réformes structurelles (Partenariat public/privé – collaboration et dispositifs d'accompagnement pour la mise en œuvre) qui vont avec.

Les principaux résultats et principales conclusions de ces travaux sont consignés dans les conclusions de cet atelier.

## V. Conclusions et recommandations

### A. Conclusions

A l'issue de l'atelier, les participants ont validé et apporté des compléments à l'état des lieux et aux diagnostics macroéconomique et sociopolitique.

Les travaux en atelier ont proposé des solutions visant à lever les obstacles au développement et tirer partie des atouts et opportunités en vue du développement des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Ils ont également fait des propositions en ce qui l'amélioration des questions transversales.

Ainsi, les principaux résultats suivants ont été retenus à l'issue de l'atelier.

#### 1. Ateliers

##### a) Atelier 1 : « Secteur Agricole »

Les participants aux travaux de cet atelier présidé par M. YORO Bi Tizié, animé par Messieurs Kama BERTE, Adama EKBERG, Stéphane AMAND, Kouadio TANO et Samuel MATHEY et ayant pour rapporteurs Messieurs SOGONE Bi Dama et CISSE Ladji, sont convenus de ce qui suit:

1. **concernant le diagnostic des consultants**, le valider sous réserve de certaines modifications, améliorations et ajouts ;
2. **concernant les cultures d'exportation**, rendre les filières compétitives et rémunératrices pour les producteurs par :
  - la promotion de la mécanisation agricole ;
  - la promotion de la transformation des produits agricoles ;
  - la mise en place de mécanismes de certification ;
  - la maîtrise de l'approvisionnement des facteurs de production et la réduction de leurs coûts ;
  - le renforcement de la gouvernance des filières ;
  - l'amélioration de la productivité des cultures d'exportation ;
  - la transformation des produits.
3. **concernant les cultures vivrières** notamment le riz en Côte d'Ivoire :
  - mettre en place un plan d'irrigation (maîtrise de l'eau) ;

- aménager les espaces à cultiver (plaines et bas-fonds) ;
  - trouver les moyens pour financer la production, notamment pour acquérir les équipements ;
  - créer des partenariats entre les acteurs de la chaîne à travers des contrats ;
  - tenir compte des réalités sociologiques ;
  - produire les semences ;
  - mettre en place un système de production intégrée par approche filière.
4. **concernant les cultures d'avenir**, notamment la noix de cajou et la cola, assurer :
- la transformation en Côte d'Ivoire ;
  - la valorisation des sous-produits ;
  - le renforcement de la recherche ;
  - la conquête du marché ;
  - l'appropriation des filières par les nationaux.

### **b) Atelier 2 : « Mines et Industrie »**

Les participants aux travaux de cet atelier présidé par M. Jean Louis BILLON, animé par Messieurs Nagolo SORO, Amadou SANANKOUA et Jacques PEGATIENAN HEY, et ayant pour rapporteurs Mlle Karine KOUASSI LOU et M. Emolo Bernard KPANGNI, sont convenus de ce qui suit:

Concernant l'ensemble des industries :

1. **concernant le diagnostic des consultants**, le valider sous réserve de certaines modifications, améliorations et ajouts ;
2. revoir le code d'investissement pour les industries (fiscalité plus incitative) ;
3. moderniser l'Administration des procédures d'investissement aux standards mondiaux ;
4. accompagner les entreprises dans le financement (investissement, incubateurs d'entreprises, capital risque, fonds de garantie sur le modèle Tunisien) ;
5. créer un fonds d'investissement pour les besoins en énergie et en infrastructures alimenté par les revenus du pétrole et des mines ;
6. promouvoir la bonne gouvernance.

Concernant chaque secteur

Diagnostic et revue sectoriels		Problèmes Structurels	Solutions identifiées	
Produit ou secteur	Constats et explications		Mesures	Actions
Hydrocarbure	Raffinerie est un actif stratégique mais actuellement en difficulté	Coût des hydrocarbures élevé qui obère la compétitivité des entreprises	Définir une stratégie claire du pétrole en CI favorisant le développement des activités économiques	
			Défiscaliser les produits pétroliers des taxes et lutter radicalement contre le racket	
		Difficulté financière de la SIR	Soutenir le raffinage du pétrole pour le marché local et l'exportation	
	Rupture fréquente dans la distribution de butane	Possibilité de stockage réduite	Libéraliser l'importation de gaz dont le monopole est actuellement détenu par la SIR	
Énergie	Déficit électrique, secteur électrique incapable de soutenir la croissance de l'activité économique et de l'urbanisation Potentiel énergétique peu exploité	Manque d'investissements en capacité de production et en capacité de distribution estimés à 1000 milliards de FCFA, vétusté des équipements	Activer le programme d'investissement élaboré depuis plusieurs années	
			Moderniser à court terme le parc d'éclairage public et promouvoir l'usage des lampes basses consommations dans les ménages et entreprises	
	l'activité économique et de l'urbanisation Potentiel énergétique peu exploité	Fraude et inadéquation du cadre juridique	Créer un fonds alimenté en partie par les revenus du pétrole et du secteur minier qui sera affecté aux investissements dans le secteur électrique	
			Minimiser les pertes commerciales par la lutte contre la fraude en reformant le code de l'électricité	
		Mauvaise gestion de l'eau	Dédommager le secteur électrique des pertes commerciales subies dans les zones CNO	
			Avoir une politique intégrée de gestion de l'eau Mettre en valeur le potentiel hydraulique de la CI	
Mines	Potentiel minier pas clairement estimé		Lever les difficultés sur la consultation des données	
	Industries minières en expansion fortes consommatrices		Enrichir le diagnostic	
			Prévoir la mobilisation des ressources pour la couverture des besoins d'énergie des entreprises du domaine minier	

	d'électricité			
--	---------------	--	--	--

BTP	Secteur dominé par des PME qui n'ont pas les moyens économiques et matériels pour prospérer	Problème de financement et d'accès aux équipements	Mettre en place un fonds de garantie aux entreprises du BTP	
			Apurer les arriérés de paiement de l'État vis-à-vis des PME du BTP	
		Problèmes d'accès au marché, compétition rude avec les multinationales	Favoriser l'accès des PME du secteur aux marchés publics	
			Disposer que les multinationales en charge de marchés publics sous traitent des entreprises nationales	
			Rendre fort les entreprises nationales par l'attribution d'une part des marchés publics et l'apurement des créances État	
	Urbanisation anarchique	Non respect des plans d'urbanisation	Réactiver tous les schémas directeurs (la planification à long terme) dans les secteurs des BTP	
Problème de qualité et de respect des normes en matière de BTP	Les travaux réalisés ne sont pas de qualité, notamment les installations électriques	Utiliser des matériaux de qualité		
		Réactiver la recherche et développement dans le secteur des BTP		
Industries	Base industrielle ivoirienne relativement diversifiée, mais concentrée qui pour sa croissance nécessite un environnement des affaires restructuré et une stratégie plus ciblée	Coûts des facteurs élevés et faible compétitivité	Cibler les secteurs industriels les plus avantageux en termes de compétitivité	
		Fiscalité peu incitative	Avoir une politique fiscale incitant le développement des industries	
		Manque d'une politique industrielle avec des filières de développement et à fort effet d'entraînement sur l'économie	Identifier les secteurs à fort potentiel de développement (exemple de l'agro-transformation) et proposer un plan d'accroissement du PIB et de création d'emplois à court, moyen et long terme	
			Susciter l'émergence d'entrepreneurs nationaux dans le développement du secteur privé ivoirien	
			Promouvoir la recherche et développement sur des choix prioritaires en mobilisant les ressources adaptées	

### c) Atelier 3 : « Secteur Services »

Les participants aux travaux de cet atelier présidé par M. KIE Charles puis par M. Martin DJEJESS, animé par Messieurs Fareed JAUNBOCUS, N'Guessan N'GUESSAN, Sam Eppe BOUNYA et Patrick M'BENGUE et ayant pour rapporteurs M. Bertrand Alain KOUADIO et Mme Josther R. KOUAKOU, sont convenus de ce qui suit :

1. **concernant le diagnostic des consultants**, le valider sous réserve de certaines modifications, améliorations et ajouts ;

2. concernant les banques et assurances, favoriser la consommation des ménages, accompagner les investissements, la recherche et l'innovation ;
3. concernant les télécommunications et les NTIC :
  - prendre une option style Silicon Valley en mettant en place des formations, des infrastructures, une politique et des réglementions ;
  - miser sur l'économie numérique ;
  - mettre l'accent sur la formation et options à prendre en matière de bilinguisme ou trilinguisme ;
4. concernant le transport :
  - repenser tous les schémas directeurs en mettant l'accent sur la réglementation, la sécurisation des flux et le financement ;
  - réhabiliter le transport multimodal ;
  - mettre en place une plate-forme logistique de groupage (port sec) ;
  - remettre en place les ponts bascules ;
  - appliquer des mécanismes qui génèrent des revenus (péage) ;
  - rechercher des formules pour lever les tracasseries des corridors (attestation de contrôle préalable) ;
  - mettre en place une vraie politique d'infrastructure avec des financements innovants
  - mettre en place une vraie politique de transport urbain (transport multimodal urbain) ;
  - faire un benchmark international pour résoudre le problème de congestion ;
  - améliorer l'accès aux transports ;
  - utiliser les leviers fiscaux pour réduire les véhicules polluants ;
5. concernant le tourisme :
  - rétablir, au préalable, la paix et la sécurité dans tout le pays ;
  - élaborer un code d'investissement hôtelier mettant l'accent sur la fiscalité;
  - assurer la formation de tous les acteurs du secteur (création d'une faculté hôtelière...);
  - mettre en place un fonds d'aménagement touristique ;
  - créer des zones touristiques (reconversion des quartiers précaires...)

- instaurer une complémentarité entre plusieurs pays dans le cadre d'un circuit touristique.

#### **d) Atelier 4 : « Questions transversales »**

Les participants aux travaux de cet atelier présidé par M. DOUA BI Kalou, animé par Messieurs Hugues KOUADIO, Bakary TRAORE, Daniel Etounga MANGUELLE et Mme Massita COULIBALY-BAMBA et ayant pour rapporteurs Messieurs Félix YENAN et Edouard LADOUYOU, sont convenus de ce qui suit :

##### 1. Concernant la question des institutions et gouvernance :

- faire de la Côte d'Ivoire un État de droit dont les institutions fonctionnent de façon régulière dans le respect des droits fondamentaux ;
- créer une autorité indépendante de contrôle de la gestion des institutions publiques ;
- hisser la Côte d'Ivoire parmi les dix (10) premiers pays les moins corrompus au monde ;
- mettre en place les guides de procédures et de fonctionnement des ministères ;
- renforcer l'efficacité et la transparence de l'administration publique et améliorer les services rendus aux usagers ;
- prendre une loi qui institue l'obligation de rendre compte de façon périodique ;
- adhésion de la Côte d'Ivoire au mécanisme africain d'évaluation des pairs ;
- instituer un mécanisme de contrôle et de sanctions applicables à toutes les parties prenantes de la gestion du pays mettant fin à l'impunité ;
- institutionnaliser un cadre de concertation Secteur Public/Secteur Privé sous l'autorité du Chef de l'État ou du Premier Ministre ;
- définir une stratégie pour exercer le leadership dans les institutions d'intégration ;
- moderniser et renforcer la gouvernance de l'entreprise publique et privée ;

##### 2. concernant la recherche et le développement :

- créer une agence nationale de valorisation des résultats de la recherche ;
- créer une plate forme de coopération et d'échange « recherche-entreprise » ;
- favoriser la signature des contrats de prestation entre les institutions de recherches et les entreprises du Secteur Privé ;
- prendre une loi d'orientation du développement de la recherche ;
- allouer au moins 1% du PIB à la recherche ;

- appuyer la mise en place d'un programme de maturation commerciale des résultats de la recherche ;
- appuyer la mise en place d'un mécanisme de financement du capital risque pour favoriser la création d'entreprises dérivées des résultats de la recherche ;
- figurer dans le top 20 des classements mondiaux matière d'environnement des affaires ;

### 3. concernant la qualité de l'homme :

- relever de façon générale le niveau de l'éducation et de prendre une loi instituant la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans ;
- orienter l'éducation et la formation vers les besoins du milieu économique
- faire en sorte que 100% des ivoiriens sont alphabétisés en 2040 ;
- faire en sorte que 100% des jeunes ont une formation d'au moins BAC+2 ;
- promouvoir un ivoirien nouveau en mettant en œuvre des politiques de promotion socioculturelle pour en faire un acteur de développement avec des valeurs fortes que sont le travail, la discipline, le changement et l'innovation, l'esprit de sacrifice pour la nation, l'esprit de famille et de communauté économique
- mobiliser la diaspora et optimiser la circulation des cerveaux.
- 100% des ivoiriens ont au moins un niveau bac+2 ou une qualification professionnelle.

## 2. Brainstormings

Ils ont permis de proposer les orientations de développement stratégique notamment les portefeuilles, les ambitions, les visions et les dispositifs de mise en œuvre. Les travaux en brainstorming ont donné les résultats qui sont consignés ci-dessous

### a) Brainstorming 1 : « Secteur Agricole »

Les participants aux travaux de cet brainstorming présidé par Monsieur YORO Bi Tizié, animé par Messieurs Fareed JAUNBOCUS et Samuel MATHEY et ayant pour rapporteurs Messieurs SOGONE Bi Dama étant CISSE Ladji, sont convenus qu'à l'horizon 2040, la Côte d'Ivoire :

1. soit la **première puissance agro industrielle mondiale** ;
2. assure son autosuffisance alimentaire ;
3. accroisse la chaîne de valeur par une agriculture intensive industrielle, productive compétitive et moderne ;
4. accroisse les exportations de produits agricoles transformés ;
5. prenne en compte la dimension environnementale ;
6. ait des agriculteurs modernes, aptes à utiliser les technologies nouvelles ;

7. mette en place un cadre institutionnel d'accompagnement de la stratégie agro industrielle en termes de conseil, recherche, de formation et de financement ;
8. dispose de structures organisées et efficaces capables de mettre en œuvre cette vision ;
9. mette en place une stratégie de balance entre le vivrier et les cultures d'exportation ;
10. adopte le choix de portefeuille suivant.

PRODUITS D'EXPORTATION		VIVRIERS	
	Priorité		Priorité
<b>Cacao</b>	<b>A</b>	<b>Riz</b>	<b>A</b>
<b>Café</b>	<b>A</b>	<b>Manioc</b>	<b>A</b>
<b>Hévéa</b>	<b>A</b>	<b>Ressources animales</b>	<b>A</b>
<b>Cola</b>	<b>B</b>	<b>Ressources halieutiques</b>	<b>A</b>
<b>Cajou</b>	<b>A</b>	<b>Mais</b>	<b>B</b>
<b>Palmier à huile</b>	<b>A</b>	<b>Fruits et légumes</b>	<b>B</b>
<b>Ananas</b>	<b>C</b>	<b>Plantain</b>	<b>A</b>
<b>Banane</b>	<b>C</b>	<b>Igname</b>	<b>B</b>
<b>Mangue</b>	<b>C</b>		
<b>Papaye</b>	<b>C</b>		
<b>Bois</b>	<b>B</b>		
<b>Coton</b>	<b>C</b>		
<b>Fleurs</b>	<b>B</b>		
<b>Essences bioénergétiques</b>	<b>C</b>		

### **b) Brainstorming 2 : « Mines et Industrie »**

Les participants aux travaux de cet brainstorming présidé par M. Angora TANO, animé par Messieurs Fareed JAUNBOCUS et Amadou SANANKOUA et ayant pour rapporteurs Mlle Karine KOUASSI LOU et M. Emolo Bernard KPAGNI, sont convenus qu'à l'horizon 2040, la Côte d'Ivoire :

1. *soit un pays industrialisé ;*
2. répartisse de façon homogène l'industrialisation sur le territoire national ;
3. devienne le centre d'intelligence et d'excellence industrielle et technologique de la région ;
4. aille le plus loin possible dans la transformation des produits et ressources naturelles avec une vision mondiale ;
5. développe une ressource humaine qualifiée en phase avec les nouveaux enjeux;

6. crée un réseau d'industriels et de PME Ivoiriennes aux standards opérationnels mondiaux.

De manière spécifique, ces ambitions se concrétisent comme suit :

Choix des portefeuilles des produits par secteur	Mesures	Actions	Horizon
Agro-transformation	Maximiser le taux de transformation dans les filières d'agriculture industrielle	Créer de nouvelles applications dans le cacao, l'hévéa, noix de cajou, etc.	
		Conquérir de nouveaux marchés	
	Valorisation et industrialisation complètes de la production vivrière	Investir dans la recherche et développement pour la conservation et la transformation des produits	
		Créer d'entreprises locales capables d'exploiter ces produits labélisés et commercialiser à l'échelle africaine (plantain, poisson, etc.)	
Électricité	Assurer l'autosuffisance énergétique pour les ménages et les industriels au coût le plus bas possible et de la meilleure qualité possible	Mettre en place un plan d'urgence pour résoudre le déficit énergétique	3-5 ans
		Mettre en place un schéma directeur incluant un plan d'investissement dans la production et la distribution	15 prochaines années
		Susciter la vulgarisation de l'énergie solaire et valoriser la biomasse	
	Développer la capacité d'exportation dans la région ouest-africaine	Valoriser entièrement le potentiel hydroélectrique du pays	
		Réaliser le réseau d'interconnexion régionale	15-20 ans
Pétrole	Faire de la Côte d'Ivoire la "Rotterdam d'Afrique"	Développer la capacité de stockage à l'échelle régionale	
		Augmenter les capacités de raffinage	

	Développer les services associés	Devenir le premier centre régional de maintenance et d'installation des équipements de production pétrolière	
BTP	Développer le réseau dense de multinationales ivoiriennes sur tous les marchés d'infrastructures et du bâtiment (au moins 50% des marchés nationaux et 30% régionaux)	Soutenir l'émergence d'une classe d'entrepreneurs nationaux dans les BTP	
		Créer un fonds de garantie	
		Créer un incubateur pour les métiers associés aux BTP	
		Reformer le code des marchés publics pour faciliter l'accès des PME ivoiriennes aux travaux	
	Valoriser de nouveaux matériaux de construction	Investir dans la R&D	
Industrie	95% des besoins en médicaments essentiels génériques et en médicaments traditionnels améliorés et en petits matériels chirurgicaux dans la région	Valoriser les matières premières locales (noix de cajou, manioc, plantes médicinales, etc.)	
		Valoriser les huiles essentielles	
	Satisfaire les besoins sidérurgiques nationaux		
	Développer les services d'ingénierie pour l'industrie	Devenir le premier centre régional de maintenance et conception des chaînes de production	
	Développer une industrie pour les outils mécaniques agricoles adaptés		

### c) Brainstorming 3 « Secteur Services »

Les participants aux travaux de cet atelier présidé par M. Martin DJEJESS, animé par Messieurs Fareed JAUNBOCUS et Sam Eppe BOUNYA et ayant pour rapporteurs M. Bertrand Alain KOUADIO et Mme Josther R. KOUAKOU, sont convenus de ce qui suit :

1. pour ce qui est des ambitions au niveau des transports :

- Abidjan : hub transport (tout mode confondu) ;

- réseau ferré maillé ;
- villes de l'intérieur dotées d'aéroports modernes ;
- compagnie aérienne nationale puissance ;
- maillage autoroutier à péage ;
- métro urbain dans toutes les grandes villes ;
- meilleure gare routière ;
- une compagnie maritime de classe internationale ;
- développement de transports fluvio-lagunaires ;
- compagnie ferroviaire de classe internationale ;
- société nationale de fret moderne ;
- professionnalisation du transport ;
- TGV régional (Libéria-Lagos) ;

2. pour ce qui concerne les Technologies de l'Information et de Communication, la Côte d'Ivoire devient :

- pôle de compétences technologiques africaines ;
- puissance numérique ;
- couverture satellitaire ;
- technopole en Côte d'Ivoire (campus numériques) ;
- accès aux services universels en tout point du territoire (infocom) ;
- sécurisation du pays par le TIC ;
- production de dessins animés (médias) ;
- CODIWOOD ;
- accès large bande généralisée ;
- numérisation intégrale des données nationales ;

3. pour ce qui concerne le tourisme :

- Côte d'Ivoire : la plus grande destination touristique d'Afrique (40 millions de visiteurs en 30 ans) ;

- pôle d'immobilier de prestige ;
- écotourisme (forêts classées, parcs animaliers) ;
- port de plaisance pour le tourisme ;
- CI : plate forme culturelle de l'Afrique ;
- création d'un parc d'exposition international ;
- création d'un village planétaire en Côte d'Ivoire ;
- 60-100% des congrès mondiaux ;

4. pour ce qui concerne les services financiers :

- la plus grande place financière de l'Afrique ;
- premier assureur africain ;
- monnaie nationale (Ivoirmonnaie) ;
- couverture sociale en assurance pour tout les ivoiriens ;
- leader en micro-finance ;
- taux de bancarisation à 100% ;
- pointe de l'innovation en technologie financière ;
- leader des produits financier ;
- les banques les plus puissantes de l'Afrique ;
- Abidjan est la principale place boursière de l'Afrique ;

5. autres domaines :

- chantier naval (réparation et maintenance) ;
- un ivoirien un toit ;
- leader dans la construction de bateaux bus ;
- construction de véhicule de transport de marchandises et de personnes ;
- appliquer la réglementation sur le commerce ;
- zone franche ;
- pôle de santé d'excellence à la portée des ivoiriens ;

- centre de recherche médical de pointe ;

Pour réaliser ces ambitions, il faut :

1. au préalable, une volonté politique forte et clairement affichée ;
2. un cadre de définition des rôles, des obligations ainsi que des devoirs de l'État et du secteur privé ;
3. un partenariat Public-Privé ;
4. créer un haut commissariat réunissant de façon paritaire le public et le privé, rattaché au Premier Ministre chargé de la mise en œuvre de toutes les reformes ;
5. créer un comité de pilotage paritaire des reformes au sein du haut commissariat ;
6. créer un fonds spécial d'investissement approvisionné par les prélèvements sur les ressources des mines, hydrocarbures et de l'agriculture ;
7. faire appel à un emprunt public ou privé dans un partenariat Public-Privé ;
8. créer une structure de veille et d'intelligence économique ;
9. devenir un « big player » dans chaque domaine :

Pour ce faire, les réformes structurelles suivantes s'imposent :

1. réforme fiscale pour le code du tourisme ;
2. création d'une épargne longue par la défiscalisation des produits financiers ;
3. mener une grande réforme fiscale pour les 4 secteurs d'activités (particuliers, les entreprises et le tourisme culturelle) ;
4. réforme fiscale pour inciter la création de l'épargne longue en vue de financer l'investissement.

#### **d) Brainstorming 4 : « Questions transversales »**

Les participants aux travaux de cet atelier présidé par M. DOUA BI Kalou, animé par Messieurs Fareed JAUNBOCUS et Daniel Etounga MANGUELLE et ayant pour rapporteurs Messieurs Félix YENAN et Édouard LADOUYOU, sont convenus de ce qui suit :

1. Un pays politiquement stable par un Etat de droit par :
  - relever l'espérance de vie des ivoiriens à 70 ans
  - Accès pour tous aux soins
  - des institutions crédibles et efficaces au service du devenir
  - un engagement politique fort et affirmé

- l'établissement d'un cadre juridique et réglementaire cohérent et favorable au développement
  - la formation civique des citoyens
2. Figurer dans le top 20 des classements mondiaux matière d'environnement des affaires
3. En vue de son positionnement international :
- prendre le leadership régional
  - assurer son Indépendance vis-à-vis des institutions multilatérales
  - s'affranchir de la dépendance de l'aide au développement
  - promouvoir une monnaie unique dans l'espace CEDEAO qui soit un véritable levier de développement
  - diversifier et renforcer les partenariats avec les pays émergents
4. **En matière de recherche et d'innovation**, faire de la recherche le moteur du développement en consacrant 3% de son PIB à la recherche
5. **En matière de qualité des hommes et santé :**
- faire en sorte que 100% des ivoiriens aient au moins un niveau bac+2 ou une qualification professionnelle
  - faire en sorte que tous les ivoiriens aient accès aux soins de sante de base
  - promouvoir une valorisation culturelle au profit du développement
  - relever l'espérance de vie des ivoiriens à 70 ans
  - développement de pôles de santé médicale à vocation régionales et internationales
6. **Les contraintes clés à la réalisation des ambitions de la Côte d'Ivoire apparaissent :**
- les conflits et instabilité politiques nationaux
  - les conflits et les instabilités régionaux
  - les crises économiques au plan international, les changements climatiques

## **B. Recommandations**

A l'issue de cet atelier, les participants ont fait plusieurs recommandations. Ils ont notamment demandé :

1. l'organisation, par la CGCECI, d'autres rencontres pour affiner la stratégie industrielle par filières ;
2. la poursuite des travaux en vue de prendre en compte les contributions des sous-commissions et d'étendre les analyses à tous les secteurs productifs non couverts par le présent atelier. Cette phase permettra au secteur privé de proposer des politiques sectorielles à développer en partenariat avec le secteur public et le gouvernement ;
3. la finalisation de la stratégie globale Côte d'Ivoire 2040 et travailler à sa mise en œuvre notamment en quantifiant les moyens requis et les retombés attendus ;
4. l'organisation d'une rencontre avec le gouvernement pour présenter la situation et la vision, qui découlent de cet atelier ;
5. l'organisation d'un séminaire avec gouvernement, le secteur public et le secteur privé afin d'adopter la stratégie de développement Côte d'Ivoire 2040 ;
6. la conclusion d'un partenariat d'ensemble et sur les différents secteurs productifs avec le gouvernement ;
7. le développement et la mise en place d'une stratégie de communication intense vis-à-vis des pouvoirs publics
8. le partage de cette ambition de développement avec toutes les couches socioéconomiques ;
9. l'association à toutes les parties susceptibles d'apporter un appui à la mise en œuvre des résultats de cet atelier ;
10. la mise en place d'un comité de pilotage et de suivi des résultats de cet atelier ;
11. l'affirmation de la volonté politique par l'institutionnalisation du comité de concertation secteur public- secteur privé et d'un dispositif pour la gestion conjointe des questions et plans de développement stratégiques concernant le secteur privé ;
12. la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie Côte d'Ivoire 2040.

**Fait à Yamoussoukro le 28 avril 2010**

# ANNEXES

## Discours du Président DIAGOU

A 50 ans, un homme peut encore se projeter dans le rêve d'un futur meilleur ;

Mais ce futur, ne le conduira dans la plupart des cas, que vers un passé certain, qui fera de lui, un homme qui **aura été**.

Voilà le **destin** de l'homme : Celui de **naître, grandir** dans la grandeur ou le déclin, et **mourir**.

S'agissant d'un pays, à 50 ans, il peut se projeter, dans le rêve d'un futur meilleur,

Grandir, grandir sans jamais mourir.

Au contraire du destin de l'homme, pour qui la mort, dans certains cas, met fin à ses souffrances ou à son bonheur *Tout autant que l'on puisse être quelque peu heureux sur cette terre.*

Un pays, lui, ne peut pas mettre fin à la souffrance de ses enfants en mourant,

Car, un pays ne meurt jamais, sauf si ses filles et ses fils décident de le laisser s'effondrer, décliner.

Lorsqu'un pays grandit dans le déclin, son peuple grandit dans la souffrance, une souffrance sans fin.

Et parce qu'un pays ne meurt jamais, il n'a pas d'autre choix, s'il veut le bonheur de son peuple, que de se projeter dans un futur meilleur, afin de mettre fin à la souffrance de ses enfants.

La Côte d'Ivoire est née, il y a 50 ans

La Côte d'Ivoire a grandi.

Elle a connu la grandeur de 1960 à 1980,

Elle faisait alors la fierté de toute la sous région et même de l'Afrique entière.

A partir de 1980, la grande Côte d'Ivoire s'est arrêtée.

Depuis 1999, elle grandit dans la décadence,

Et ses enfants continuent de souffrir.

La moitié de ses enfants ne mange pas à sa faim,

La moitié de ses enfants en âge de se scolariser n'a pas accès à l'école,

La moitié de ses enfants en âge de travailler, ne travaille pas,

Bon nombre de ses enfants n'ont pas accès à l'eau potable,

Un grand nombre de ses filles et de ses fils se prostituent parce qu'ils ont faim,

Un grand nombre de ses filles et de ses fils s'adonnent à la délinquance parce que sa jeunesse a perdu tout espoir parce qu'elle est abandonnée à elle-même.

Alors, cette jeunesse peut-elle encore retrouver l'espoir ?

Notre Côte d'Ivoire peut-elle se relever ?

Notre Côte d'Ivoire peut-elle se relever pour offrir à nos enfants et nos petits enfants un avenir meilleur ?

- Monsieur le Ministre de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé,
- Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,
- Monsieur le Préfet de la Région des Lacs,

- Monsieur le Représentant du Gouverneur de District,
- Monsieur le Représentant du Maire,
- Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et des Organismes de Coopération,
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire.
- Madame la Présidente de la FIPME
- Mesdames et Messieurs les Administrateurs de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire
- Honorables Chefs Traditionnels
- Mesdames et Messieurs les Experts,
- Mesdames et Messieurs les participants
- Mesdames et Messieurs les Représentants de la Presse,
- Honorables Invités,
- Mesdames et Messieurs en vos Grades et Qualités.

**Oui ! Notre Côte d'Ivoire peut se relever, elle doit se relever.**

**Et elle se relèvera.**

Les grandes nations se nourrissent d'une longue histoire faite de violents soubresauts, de crises profondes,

Mais les grandes nations savent **surtout toujours rebondir.**

La France et l'Allemagne, hier détruites, aujourd'hui debout et reconnues comme de grandes nations.

Le Japon, hier bombardé, à genoux, aujourd'hui debout et grand.

Les Etats-Unis d'Amérique, hier balafrés par une guerre de sécession entre ses fils et ses filles, aujourd'hui, et plus que jamais, inscrits au panthéon des grandes nations.

A l'instar de ces pays, la Côte d'Ivoire qui traverse l'une des périodes la plus difficile de son histoire, se relèvera.

Oui, notre Côte d'Ivoire se relèvera et sera une grande nation,

Car elle a un sous-sol riche, que la France et l'Allemagne, aujourd'hui connues comme de grandes puissances n'ont pas.

Oui, notre Côte d'Ivoire se relèvera et sera une grande nation,

Car elle a un immense potentiel agricole que le Japon, aujourd'hui puissance mondiale, n'a pas.

Oui, notre Côte d'Ivoire se relèvera et sera une grande nation,

Parce que dans un passé récent, la Malaisie, aujourd'hui premier producteur d'huile de palme, était venu s'inspirer de l'expérience de la Côte d'Ivoire pour développer ses plantations de palmiers.

Oui, notre Côte d'Ivoire se relèvera, elle se relèvera surtout parce que, et au-delà de tout, ses filles et ses fils se doteront d'une vision,

Oui, notre Côte d'Ivoire se relèvera parce que ses enfants partageront une vision de grandeur pour leur pays.

La vision d'une Côte d'Ivoire meilleure, forte et dynamique.

La vision d'une Côte d'Ivoire dans laquelle, chacun de ses enfants, à tous les niveaux de la société où il se trouve, sera constamment à la recherche de l'excellence.

La vision d'une Côte d'Ivoire qui permettra à chacun de ses enfants d'inventer son propre bonheur.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, nous pouvons être fiers de nous retrouver ici à Yamoussoukro, pour mener ensemble la réflexion de ce que peut être une Côte d'Ivoire meilleure à l'horizon 2040.

Nous pouvons être fiers de mener la réflexion en vue de l'élaboration des grands axes stratégiques de développement de notre Côte d'Ivoire sur les 30 prochaines années.

Pour savoir où nous voulons que la Côte d'Ivoire soit à l'an 2040,

Nous devons savoir où notre Côte d'Ivoire se trouve aujourd'hui,

Mais aussi, nous devons savoir d'où vient notre Côte d'Ivoire.

C'est aussi cela, l'objectif de ce séminaire.

Mesdames et Messieurs, les études rétrospectives et diagnostics de l'Etat de la Côte d'Ivoire depuis 1960 qui vous sont restituées, ne sont qu'une base de travail,

Car, c'est à vous, Mesdames et Messieurs, que revient la tâche de confirmer ou d'infirmer les résultats de ces études rétrospectives et diagnostics.

C'est à vous, Mesdames et Messieurs, que revient la tâche et le devoir de tracer, dans vos ateliers, les grands axes stratégiques de développement de notre Côte d'Ivoire, sur les 30 prochaines années.

Ce sera encore à vous, dans une prochaine étape, que reviendra la tâche d'élaborer les plans d'actions de la mise en œuvre des axes stratégiques de développement que vous aurez identifiés.

Dans l'exécution de cette mission, Mesdames et Messieurs, nous avons le devoir de ne pas faillir.

Et nous ne faillirons,

Nous ne faillirons pas parce que nous avons l'obligation de laisser à nos enfants et à nos petits enfants, une Côte d'Ivoire où il fait bon vivre,

Ainsi, nous pourrions être fiers d'avoir tracé les voies à une Côte d'Ivoire grande, performante, dynamique et en perpétuel défi du meilleur.

C'est l'ambition, peut être le rêve, que je vous propose de partager avec moi.

Je vous remercie.

## Appel de Yamoussoukro

Appel du Secteur Privé à la Nation et à tous les acteurs des Secteur Publics et Privés, et à la Société Civile depuis Yamoussoukro, le 28 Avril 2010.

Face à la crise sociopolitique qui s'éternise et dont les conséquences néfastes pour l'économie ivoirienne peuvent être aisément constatées par tous, la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), en collaboration avec toutes les organisations professionnelles du Secteur Privé, ainsi que des représentants de l'Administration, de l'Université et de la Société Civile, a organisé un atelier de réflexion, afin d'établir l'état des lieux et le diagnostic prospectif de l'économie et de la société ivoirienne.

A l'issue de cet atelier :

- Ayant pris connaissance de l'état de dégradation réelle de la situation économique avec ses corollaires sur le niveau de vie des Ivoiriens et Ivoiriennes, tels que les indicateurs officiels le démontrent ;

- Mesurant les menaces sur l'avenir de l'économie et des populations,

Le Patronat Ivoirien a établi qu'il est urgent et nécessaire d'informer la Nation et ses acteurs et d'en appeler à leur responsabilité, mais surtout d'agir.

L'atelier a cependant permis de constater qu'en dépit de cette situation qui nous interpelle, le potentiel demeure mais pour combien de temps encore ?

Certes, de nombreuses opportunités de développement s'offrent à la Côte d'Ivoire pour des lendemains meilleurs, mais elle doit savoir les saisir dans cette économie mondialisée qui ne nous attend pas.

D'où l'initiative prise par le Secteur Privé, autour de cette prospective, pour apporter une contribution en formulant et en proposant une vision partagée par tout le Secteur Privé afin de permettre à notre pays de relever « LE DÉFI DU MEILLEUR ».

A cet effet, l'atelier appelle la nation entière, tant l'ensemble des opérateurs publics que privés ainsi que la société civile, à s'approprier les conclusions de cet atelier intitulé « **CÔTE D'IVOIRE 2040 : LE DÉFI DU MEILLEUR - Plan Stratégique de Développement de la Côte d'Ivoire ; Vision par et pour le Secteur Privé ivoirien** ».

Le Patronat sollicite en outre, le Gouvernement avec à sa tête le Chef de l'Etat et son Premier Ministre, pour la mise en place diligente d'une plate forme de concertation et de dialogue en vue de la mise en œuvre et du suivi de ses recommandations, compte tenu de l'urgence de la situation.

A tous nos acteurs et décideurs nationaux nous affirmons qu'il est plus que jamais temps d'agir, **car la Côte d'Ivoire peut et doit réussir à relever le DÉFI DU MEILLEUR** et réserver des lendemains heureux en redonnant ainsi espoir à son économie et à tout le peuple ivoirien.

Fait à Yamoussoukro, Mercredi 28 Avril 2010

**Jean Kacou DIAGOU**

Président de la CGECI